

PROGRAMME DE COOPERATION AVEC LE BANGLADESH

- A. Remarques générales
- B. Commentaire rapide par projet
- C. Organisation de la coordination
- D. Tableau synoptique des engagements et des versements

- - -

A. Remarques générales

- A.1. Depuis le 23.2.1977, je ne suis plus au courant du cadre général fixé pour les engagements de la DDA au Bangladesh. A cette date, le programme de la section Asie prévoyait pour la période 1977-81 des dépenses de l'ordre de 17,3 mio (coopération technique uniquement). Ne connaissant pas le cadre actuel qui devrait aller jusqu'en 1983, je ne puis savoir si les engagements projetés laissent place à de nouveaux projets à rechercher encore ou si au contraire ils dépassent déjà le cadre fixé.
- A.2. Les montants des versements pour 1978 ne sont pas encore totalement connus (du moins à Delhi), ni le solde au 31.12.1978 des crédits en cours. C'est pourquoi les indications concernant les versements projetés devraient être revues à la lumière de ces données.
- A.3. Il serait utile d'examiner dans quelle mesure à l'avenir la situation pourrait être améliorée pour que cette révision semestrielle du programme se fasse sur des bases mieux déterminées. En particulier le rythme des dépenses et sa prévision (que l'expérience m'apprend être très difficile, le rythme de mise en oeuvre d'un projet échappant en bonne partie à notre contrôle) pourraient donner lieu à un échange d'informations plus suivi et plus systématique entre la Centrale, le coordinateur et les chefs de projets.

B. Commentaire rapide par projet

- B.1. Mirpur mécanique: un projet de proposition pour le financement de la seconde phase (1979-80) vient de vous être adressé; l'achat de machines se portant surtout sur 1979, les versements doivent en tenir compte. Malgré notre insistance auprès de Caritas pour concevoir à long terme le financement du projet, il n'y a pas encore de solution précise en vue. Elle devrait l'être en 1980; à première vue je ne pense pas qu'elle doive entraîner un nouvel engagement de la DDA.

./.

- B.2. Rajbari/Dinajpur div. agricole: la première phase, assez mouvementée, touche bientôt à sa fin. La ferme cédée temporairement à Caritas-Bangladesh retournera à l'Etat au cours de 1979. Caritas se concentrera ensuite sur la vulgarisation agricole (la propre ferme de Caritas à Dinajpur pourra servir de point de base). Des discussions doivent avoir lieu entre Caritas-Suisse et Caritas-Bangladesh en 1979 sur l'avenir du projet, en particulier sur l'opportunité d'y affecter ou non des experts étrangers. Suivant le résultat de ces discussions, une proposition de participation financière sera présentée à la DDA à fin 1979.
- B.3. UIPE petits métiers: le financement de la 3e phase (1978-80) vient d'être décidé. L'UIPE désire cesser son engagement à mi-1980. Ce projet qui améliore réellement le sort des plus pauvres peut être répété dans d'autres régions du Bangladesh. C'est pourquoi il est prévu qu'à partir de 1980 la DDA le reprenne en tant que projet bilatéral; deux phases (1980-82 et 1982-84) sont prévues. Il conviendrait d'examiner bien à l'avance si le manager du projet, M. Amacher, désirerait passer en 1980 au service de la DDA. Je ne peux que le souhaiter.
- B.4. Swisscontact, formation technique: un accord de collaboration entre Swisscontact et BITAC a été préparé. Le financement de ce projet sur deux ans se répartit à raison de 600'000.- à la DDA et de 300'000.- à Swisscontact. La DDA a actuellement tous les éléments pour prendre une décision sur ce cofinancement.
- B.5. Tongi atelier électricité: la première phase du projet sera prolongée jusqu'à fin juin 1979. Ce projet marche bien et une 2e phase (1979-82) a été préparée: elle prévoit une certaine extension et l'affectation d'un 3e expert. Une proposition de crédit sera soumise à la DDA en janvier 1979. Ce projet est étroitement lié à l'aide financière (cf. B.14).
- B.6. Frigos, services vétérinaires: cette action, complémentaire d'un projet anglais auquel le gouvernement local n'a toujours pas donné son accord final, est au point mort et un accord n'a pas encore été signé. La BAD vient de s'engager à financer un projet de services vétérinaires sur lequel j'ai demandé des informations. S'il y a double emploi comme je le suppose, notre crédit devra être annulé au cours de 1979.
- B.7. Sériciculture: le projet a pris un départ rapide et le calendrier de réalisation est respecté. Les engagements pour la 2e phase (1981-83) ont été augmentés et avancés à 1980, de façon à ce que l'accord puisse être signé à temps.
- B.8. Entreposage et crédit rural: départ un peu plus lent que prévu, suite aux difficultés de la collaboration avec BARC. Les versements de 1978 ont été nettement inférieurs aux prévisions. Le projet devrait bientôt prendre un rythme de croisière.

- B.9. Handlooms: l'idée lancée par le ministre des textiles d'une collaboration avec le Bangladesh Handloom Board mérite d'être suivie, car elle peut toucher un grand nombre de tisserands. Sa réalisation toutefois implique que l'Inde prête son concours comme pour la sériciculture. Cette question est en cours d'examen. Si la réponse est positive, une mission de mise au point du projet pourra avoir lieu en 1979, suivie d'un engagement pour le financement des recommandations faites par cette mission.
- B.10. Formation professionnelle: dans l'analyse des priorités, la formation professionnelle vient en très bonne place. La politique du gouvernement en la matière est toutefois très peu claire et je serais étonné qu'une idée concrète pour un projet viable puisse aboutir avant deux ans.
- B.11. PNUD/BIT pompes d'irrigation: un crédit pour la 2e phase (1979-81) vient d'être libéré et un accord passé avec le PNUD. Une suite n'est pas prévue. Ce projet est étroitement lié à l'aide financière (B.14).
- B.12. UNICEF eau: un crédit important vient d'être libéré pour le financement de certains projets notés du programme 1978-80. Un programme sera préparé par l'UNICEF pour 1980-85 (2e plan quinquennal) et il offrira certainement des possibilités de financement de bons projets. Un engagement a été prévu pour 1981 dont le montant exact sera fonction de la politique de la DDA à l'égard de l'UNICEF; j'ai admis qu'elle ne changerait pas fondamentalement.
- B.13. Ashuganj fabrique d'engrais (aide financière): un crédit complémentaire vient d'être accordé. L'augmentation des coûts du projet justifierait mathématiquement un 2e crédit complémentaire d'environ Fr. 1 mio. Savoir s'il convient d'entrer dans les vues du gouvernement du Bangladesh dépend de la politique générale de la DDA à l'égard du Bangladesh et de la Banque mondiale.
- B.14. Aide financière au BPDB et à la BADC: les premières listes de matériel à commander sur ce crédit devraient être soumises très prochainement par les autorités du Bangladesh. L'utilisation de ce crédit dans les délais prévus qui sont synchronisés avec les projets B.5 et B.11 impliquera certainement que le coordinateur exerce une pression constante sur nos partenaires.
- B.15. Aide financière à déterminer: un nouveau crédit d'environ Fr. 15 mio a été prévu pour 1980. L'expérience gagnée dans l'utilisation du crédit B.14 montrera s'il est raisonnable de prévoir un nouvel engagement pour cette date. Le domaine qui sera couvert par cette aide, reste à déterminer à mon sens en fonction de deux critères (outre l'utilité intrinsèque de l'aide), soit le lien direct ou indirect avec un projet de coopération technique et la capacité d'absorption du partenaire.

B.16. Les bourses qui sont attribuées à des ressortissants du Bangladesh (p. ex. en techniques d'assurance, en gestion des affaires, en formation agricole) et qui sont financées par des crédits globaux de la section des bourses, ne sont pas reprises dans le tableau synoptique. J'espère toutefois que la DDA continuera d'en offrir quelques-unes par an.

C. Organisation de la coordination

C.1. Depuis 1975, la coordination des activités de coopération est assurée depuis Delhi. Il convient de se rendre compte qu'il ne s'agit en réalité pas tellement de coordination, mais bien plutôt d'un ensemble d'activités couvrant les contacts réguliers avec les partenaires et les autres organismes d'aide, l'identification d'idées de projet, la mise au point des projets, la rédaction des propositions de crédit, la préparation des accords et leur négociation, le soutien des chefs de projet (quand il ne faut pas tout simplement tenir leur rôle comme pour la sériciculture), etc. Le programme a pris une ampleur réjouissante au cours des trois dernières années. Mais il faut reconnaître que le hasard a en partie aussi bien fait les choses et qu'il n'est pas certain qu'à l'avenir il en aille toujours de même dans la recherche de nouveaux projets.

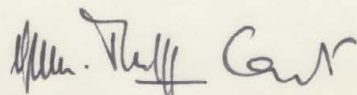
C.2. Au début, les cofinancements de projets d'organisations privées et d'organisations internationales ont joué un rôle important et demandent un engagement relativement léger du coordinateur. Néanmoins l'expérience faite avec les deux projets de Caritas montre qu'il aurait peut-être fallu suivre ces projets de plus près pour éviter éventuellement une partie des difficultés qu'ils ont rencontrées. Trois projets bilatéraux importants sont maintenant en cours de réalisation, un 4e devrait voir le jour en 1979 et un 5e en 1980. L'aide financière qui a absorbé beaucoup de temps pour la préparation de l'accord concernant le BPDB et la BADC, en demandera encore pour la supervision de l'utilisation du crédit et pour la préparation d'un nouveau crédit.

C.3. Cette évolution qui n'est que le corollaire d'un programme qui se développe, doit, me semble-t-il, entraîner à terme une réorganisation du bureau régional de coordination de la DDA. Elle n'est pas urgente, mais pour qu'elle entre dans les faits d'ici 15 à 18 mois environ, il n'est pas trop tôt pour dégager ce qui pourrait en être les grandes lignes. Au courant de 1980, le programme au Bangladesh aura pris une ampleur suffisante pour occuper à temps probablement plein un "administrateur" de la DDA, sans que le poste soit une sinécure. La solution la plus rationnelle me paraît devoir être que le coordinateur régional stationné à Delhi soit responsable pour les programmes en Inde, au Bangladesh, au Bhutan et au Sri Lanka (et tienne pour l'ambassadeur les dossiers concernant le Népal) et qu'il soit assisté de deux collaborateurs: l'un résidant à Dacca dont l'expérience de gestion de programmes de coopéra-

tion soit suffisante pour lui permettre de travailler de façon relativement autonome, le coordinateur régional se concentrant surtout sur la conception du programme et les questions délicates; l'autre résidant à Delhi qui pourrait être plus jeune et sans grande expérience du terrain (une première affectation à la Centrale présenterait toutefois des avantages certains) et qui travaillerait sous la direction étroite du coordinateur. Cette solution qui me paraît être dictée par le volume de travail à l'avenir présente l'avantage de faciliter la formation d'un jeune collaborateur. M. Pfister qui a maintenant passé ce stade serait en principe d'accord d'accepter un transfert à Dacca au cours de 1980.

- C.4. Je ne crois pas qu'une décision doive être prise immédiatement. Il serait toutefois utile que cette organisation soit maintenant discutée quant à son principe, afin que mon successeur puisse vous faire une proposition concrète en automne 1979 lorsqu'il aura une vue d'ensemble de la situation.

D. Tableau synoptique des engagements et des versements: voir annexe.



Henri-Philippe Cart

Coordinateur régional
Coopération au développement

Annexe 1.

Copie a été envoyée à l'Ambassade de Suisse, Dacca.